

PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE

**RÈGLEMENT D'EMPRUNT CONCERNANT LE PAVAGE DE LA 6<sup>E</sup> AVENUE POUR UNE DÉPENSE DE 332 540 \$ ET UN EMPRUNT DE 332 540 \$**

**RÈGLEMENT NUMÉRO 661**

**ATTENDU QUE** l'avis de motion du présent règlement a été donné à la séance du 15 mars 2016;

**EN CONSÉQUENCE**, il est résolu à l'unanimité qu'un règlement d'emprunt concernant le pavage de la 6<sup>e</sup> Avenue pour une dépense de 332 540 \$ et un emprunt de 332 540 \$ - Règlement numéro 661, soit et est adopté et qu'il soit statué et ordonné par ce règlement ce qui suit :

**ARTICLE 1 :** Le conseil de la Municipalité de Saint-Zotique est autorisé à exécuter ou à faire exécuter des travaux de pavage selon les estimés préparés par Sylvain Charland, ingénieur, en date du 8 mars 2016, et par Comeau Experts-Conseils, en date du 7 mars 2016, lesquels font partie intégrante du présent règlement comme annexe « A ».

**ARTICLE 2 :** Le conseil est autorisé à dépenser une somme de 332 540 \$ pour les fins du présent règlement.

**ARTICLE 3 :** Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, 100 % des coûts incluant les frais, les taxes et les imprévus sera assumé par les contribuables du secteur visé par les travaux, à l'exception des coûts supplémentaires pour l'enlèvement et le remplacement du matériel de surface non conforme qui seront assumés à même le fonds général.

**ARTICLE 4 :** Pour acquitter les dépenses assumées par les contribuables du secteur visé par les travaux, incluant les frais, taxes et imprévus, le conseil est autorisé à emprunter une somme de 332 540 \$ sur une période de 15 ans.

Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est imposé et il sera prélevé annuellement, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés dans le bassin de taxation délimité par un trait de couleur jaune à l'annexe « B » jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, une taxe spéciale basée sur l'étendue en front des immeubles imposables longeant la 6<sup>e</sup> Avenue, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, soit les lots numéros 4 811 497 à 4 811 501, 4 811 504, 4 811 506 à 4 811 520, 4 811 531 à 4 811 537, 4 811 541 à 4 811 544, 5 002 893 à 5 002 905, 5 002 907, 5 419 260 à 5 419 275, 5 423 413 à 5 423 415.

**ARTICLE 5 :** Tout contribuable d'un immeuble duquel est imposée une taxe en vertu de l'article 4 peut exempter cet immeuble de cette taxe en payant en un versement la part du capital relative à cet emprunt, avant la première émission de cet emprunt ou toute émission subséquente, s'il y a lieu et qui aurait été fournie par la taxe imposée sur son immeuble par l'article 4.

Le paiement doit être effectué au plus tard 30 jours après expédition de l'avis informant tout contribuable de la part du capital à être remboursé relativement à l'immeuble concerné par l'article 4. Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article. Ce paiement doit être fait conformément à l'article 1072.1 du *Code municipal du Québec*.

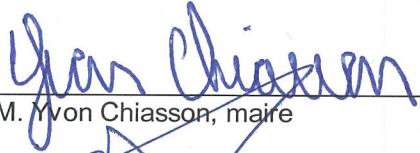
Le paiement fait avant le terme susmentionné exempte l'immeuble de la taxe spéciale pour le reste du terme de l'emprunt fixé dans le règlement.

**ARTICLE 6 :** S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

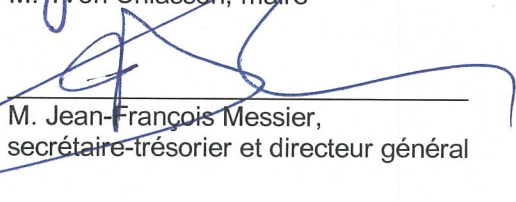
**ARTICLE 7 :** Le conseil affecte à la réduction des dépenses décrétées au présent règlement, au prorata du financement, toute contribution ou subvention pouvant lui être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

**ARTICLE 8 :** Le conseil est par les présentes autorisé à faire toutes les procédures nécessaires pour mettre le présent règlement en vigueur.

**ARTICLE 9 :** Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.



M. Myon Chiasson, maire



M. Jean-François Messier,  
secrétaire-trésorier et directeur général

Avis de motion : 15 mars 2016

Adoption : 19 avril 2016

Registre des électeurs : 2 mai 2016

Approbation du règlement par le M.A.M.O.T : 12 juillet 2016

Affichage : 13 juillet 2016